

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 18 DÉCEMBRE 1918.

Projet de loi modifiant la loi organique de l'enseignement supérieur
donné aux frais de l'État, en ce qui concerne la rémunération
des professeurs et administrateurs-inspecteurs des universités.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Les traitements des professeurs des universités de l'État sont fixés par l'article 1^{er} de la loi du 14 mars 1863 : « Les professeurs ordinaires jouissent d'un traitement fixe de 7,000 francs et les professeurs extraordinaires d'un traitement de 8,000 francs. » Aux termes du paragraphe 3 de l'article 9 de la loi du 15 juillet 1849, le Gouvernement peut augmenter le traitement des professeurs ordinaires de 1,000 à 3,000 francs lorsque la nécessité en est reconnue et sans que l'augmentation totale de dépense résultant de ce chef puisse, en aucun cas, excéder la somme de 10,000 francs pour chaque université. En réalité, l'usage s'est généralement établi de faire bénéficier d'une majoration de traitement de 1,000 francs les dix plus anciens professeurs ordinaires de chaque université.

Ces traitements ne sont plus suffisants pour assurer aux professeurs une existence matérielle équivalente à celle qu'ils pouvaient se procurer en 1863. Il est vrai qu'en vertu d'une des dispositions de l'article 21 de la loi de 1849, les professeurs jouissent à l'université d'autres ressources que leur traitement : le produit des inscriptions aux cours prises par les étudiants, conformément à l'article 19, est partagé, d'après les bases déterminées par le Gouvernement, entre les professeurs et les agrégés qui ont donné les cours.

Mais ce partage du minerval a fini par établir entre les professeurs des situations matérielles si différentes qu'on peut dire que le système a donné naissance aux plus flagrantes iniquités. L'opinion publique est faite à cet égard et la nécessité d'une réforme radicale est manifeste. Il faut établir un barème de traitement qui assure à tous les professeurs des ressources en rap-

port avec la mission dont ils sont chargés et qui prévienne le retour des inégalités dont on se plaint depuis si longtemps.

Déjà en 1892, le Gouvernement s'était montré disposé à modifier une législation qu'il jugeait aussi préjudiciable aux intérêts de l'enseignement supérieur qu'à la dignité du corps professoral. Il avait chargé une commission d'étudier la question et de lui soumettre des propositions. Mais la solution présentée fut écartée, l'accord n'ayant pu s'établir entre les deux universités de l'État ; il y avait alors trop d'intérêts personnels en jeu, trop de situations à sauvegarder, pour qu'on pût aboutir.

Il n'en est plus ainsi aujourd'hui. Quatre années de suspension des cours, en privant les professeurs de tout minerval, les ont placés sur un pied d'égalité absolue et ont mis fin à ce qu'on était convenu d'appeler, avant la fermeture des universités, les droits acquis, droits dont il eût été difficile alors au Gouvernement de ne pas tenir compte. Il y aura, d'autre part, de nombreux vides à remplir avant que les cours puissent reprendre : il ne faut pas qu'une législation surannée soit appliquée aux nouveaux titulaires, crée de nouveaux droits et des inégalités plus criantes encore qu'auparavant.

Le moment est donc venu de réaliser une réforme que l'équité commande et qui n'a été que trop longtemps retardée. Le corps professoral l'appelle de tous ses vœux et le patriotisme hautement désintéressé dont il a témoigné pendant l'occupation étrangère fait un devoir à l'État de lui donner satisfaction.

Le projet de loi ci-joint ne touche pas à l'organisation proprement dite des universités de l'État ; il appartiendra au Législateur d'étudier et de discuter les améliorations que cette organisation réclame. Il se borne à modifier les dispositions légales relatives à la rémunération des professeurs.

Dans le système qu'il institue, celle-ci est divisée en deux parties, l'une principale : traitement fixe échelonné jusqu'à un maximum de 12,000 francs ; l'autre accessoire : supplément de traitement à taux distincts calculé par heure-leçon, dans une limite déterminée. Le produit des inscriptions aux cours est versé dans les caisses de l'État, qui a la charge des traitements et suppléments de traitements.

Il n'est pas légiféré à dessein à l'égard des chargés de cours qui ont remplacé les anciens agrégés mais ne sont mentionnés dans aucune loi. Vivant à côté de la loi, ils doivent continuer à être passés sous silence par elle. Il appartient au Gouvernement de régler personnellement la rémunération de chacun d'eux, suivant l'importance de l'enseignement qui leur est confié.

Subsidiairement, le décret modifie également le paragraphe final de l'article 21 de la loi du 15 juillet 1849, paragraphe ainsi conçu : « Le Gouvernement fixe, s'il y a lieu, les rétributions à payer pour les leçons de manipulation et d'opération. Ces rétributions sont perçues au profit de ceux qui ont donné les leçons. » A l'avenir, une part reviendra aussi à leurs collaborateurs scientifiques, ce qui est justice.

Enfin, le taux du traitement de l'administrateur-inspecteur, dans cha-

cune des universités de l'Etat, fixé en dernier lieu par la loi du 14 mars 1863, est mis en rapport avec le nouveau traitement fixe attribué aux professeurs ordinaires.

Le Ministre des Sciences et des Arts,

Alph. HARMIGNIE.



PROJET DE LOI

modifiant la loi organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'État en ce qui concerne la rémunération des professeurs et administrateurs-inspecteurs des universités.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de notre Ministre des Sciences et des Arts,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet dont la teneur suit, sera présenté, en Notre nom, aux Chambres législatives :

ARTICLE PREMIER.

Les articles 9 et 25, § 1^{er}, de la loi du 15 juillet 1849, portant organisation de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'État, tels qu'ils ont été modifiés par la loi du 14 mars 1863, sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Article 9. — Les professeurs portent le titre de professeur extraordinaire ou ordinaire.

Les professeurs extraordinaires jouissent d'un traitement fixe de 7,000 francs, qui peut être majoré

WEISONTWERP

tot wijziging der wet van 15 Juli 1849 wat betreft de bezoldiging van de professoren der Staatsuniversiteiten.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onze Minister van Wetenschappen en Kunsten,

WIJ HEBBEN BESLOTEN ET WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp, waarvan de inhoud volgt, zal uit Onzen naam aan de Wetgevende Kamers onderworpen worden :

ART. 1.

De artikelen 9 en 25, § 1, der wet van 15 Juli 1849 tot inrichting van het hooger onderwijs van Staatswege gegeven, zooals zij werden gewijzigd door de wet van 14 Maart 1863, worden vervangen door de volgende beschikkingen :

« Art. 9. — De professoren voeren den titel van gewoon professor of van buitengewoon professor.

De buitengewone professoren genieten eene vaste wedde van 7,000 frank die na vijf jaar in denzelfden

de 1,000 francs après cinq années de grade. Ils ne peuvent être promus à l'ordinariat qu'après dix années de grade.

Les professeurs ordinaires jouissent d'un traitement fixe de 9,000 francs. Ce traitement est majoré de 1,000 francs après chacune des trois premières périodes de cinq années de grade.

« Article 23, § 1^{er}. — Il y a près de chaque université un commissaire du Gouvernement, sous le titre d'administrateur-inspecteur de l'université. Ce fonctionnaire est nommé par le Roi et jouit d'un traitement de 9,000 francs qui peut être majoré de 1,000 francs tous les cinq ans, jusqu'à concurrence de 3,000 francs. »

ART. 2.

L'article 21 de la loi du 15 juillet 1849 est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 21. — Le produit des inscriptions aux cours est versé dans la caisse de l'État.

A l'expiration de l'année académique, les professeurs reçoivent un supplément de traitement à raison des heures de leçons qu'ils ont données au-delà de 90.

Ce supplément est de 30 francs par heure pour les professeurs extraordinaires et de 40 francs pour les professeurs ordinaires. Il ne peut être calculé sur un nombre supérieur à 90 heures et, par dérogation au paragraphe final de l'article 2 de la loi du 30 juillet 1879, il ne sert pas à déterminer le montant de la pension de l'éméritat.

Le Gouvernement fixe, s'il y a lieu, les rétributions à payer pour les leçons de manipulation et d'opéra-

graad met duizend frank kan worden vermeerderd. Zij kunnen niet tot gewoon professor bevorderd dan na tien jaar graad.

De gewone professoren genieten eene vaste wedde van 9,000 frank. Deze wedde wordt met duizend frank vermeerderd na elk der drie eerste tijdperken van vijf jaar graad.

« Art. 23, § 1. — Bij elke universiteit staat een Regeerings-commissaris, met den titel van beheerder-toezienner der universiteit. Deze ambtenaar wordt benoemd door den Koning en geniet eene wedde van 9,000 frank, die om de vijf jaar met duizend frank kan vermeerderd, tot een bedrag van 3,000 frank. »

ART. 2.

Art. 21 der wet van 15 Juli 1849 wordt gewijzigd als volgt :

« Art. 21. — De opbrengst der inschrijvingsrechten op de leergangen wordt in de Staatskas gestort.

Bij afloop van het academische jaar ontvangen de professoren eene bijwedde, berekend naar het getal lesuren gegeven boven de 90.

Deze toegevoegde wedde bedraagt 30 frank per uur voor de buitengewone professoren en 40 frank voor de gewone professoren. Zij mag niet berekend op een getal dat 90 lesuren te boven gaat en, bij afwijking van art. 2, eindparagraaf, der wet van 30 Juli 1879, is zij geen grondslag tot het vaststellen van het bedrag van het emeritaatspensioen.

In voorkomend geval stelt de Regeering het bedrag der vergoedingen vast, te betalen voor de lessen

tion et les exercices d'application.

Ces rétributions sont partagées, d'après les bases à déterminer par le Gouvernement, entre le personnel scientifique chargé de diriger cet enseignement ou d'y coopérer. »

Donné à Bruxelles, le 18 décembre 1918.

in de behandeling van scheikundige stoffen en in de heekundige bewerkingen, en voor de toepassings-oefeningen.

Deze vergoedingen worden verdeeld op een door de Regeering vast te stellen grondslag, onder het wetenschappelijk personeel dat met dit onderwijs is belast of daaraan medewerkt. »

Gegeven te Brussel, den 18ⁿ December 1918.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Sciences et des Arts,

Van 's Konings wege :

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

ALPH. HARMIGNIE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 18 DECEMBER 1918.

**Ontwerp van wet tot wijziging der wet van 15 Juli 1849
wat betreft de bezoldiging van de professoren der Staatsuniversiteiten.**

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De wedde der professoren bij de Staatsuniversiteiten wordt door artikel 1 der wet van 14 Maart 1863 vastgesteld als volgt : « Gewone professoren genieten eene vaste wedde van 7,000 frank en buitengewone professoren eene wedde van 8,000 frank. » Naar luid van artikel 9 der wet van 15 Juli 1849, paragr. 3, kan de Regeering « bij gebleken noodwendigheid de wedde der gewone professoren vermeerderen met 1,000 tot 3,000 frank ; de hieruit voortvloeiende gezamenlijke uitgavenvermeerdering mag echter de som van 10,000 frank niet te boven gaan. » In feite is het eene algemeene gewoonte geworden, de tien oudste professoren van iedere universiteit eene weddevermeerdering van 1,000 frank toe te kennen.

Zulke wedden volstaan niet meer, om aan de professoren een stoffelijk bestaan te verzekeren dat gelijk zou staan met hetgeen ze hun in 1863 konden toelaten. Weliswaar levert de Universiteit, volgens de beschikkingen van artikel 21 der wet van 1849, aan de professoren andere hulpmiddelen op dan hunne wedde : de opbrengst der inschrijvingsrechten door de studenten, overeenkomstig artikel 19, betaald, wordt onder de professoren en de aggregaat-leeraren die les hebben gegeven, op den door de Regeering vastgestellten grondslag verdeeld.

Die verdeling van het schoolgeld liep echter op zulke ongelijkheid in den stoffelijken toestand der professoren uit, dat zij, naar kan worden bevestigd, de duidelijkste onbillijkheid ten gevolge had. De openbare meening staat hieromtrent vast, zoodat eene afdoende hervorming zich opdringt. Een wedderooster dient vastgesteld, die aan alle professoren de middelen tot het

uitoefenen van de hun toevertrouwde zending verzekere en de sedert zoolang aangeklaagde ongelijkheid voorkome.

Reeds in 1892 betoonde zich de Regeering bereid, in eene wetgeving, die naar hare inzichten even schadelijk voor het onderwijs als voor de waardigheid van de leerkrachten wezen kon, wijziging te brengen. Zij droeg aan eene commissie op, het vraagstuk te onderzoeken, en haar voorstellen te doen. Daar toen echter geene overeenstemming tusschen de twee Staatsuniversiteiten mogelijk bleek, werd de voorgedragen oplossing ter zijde geschoven; te veel persoonlijk belang was in het spel, te veel voordeel te vrijwaren, dan dat men tot een uitslag komen kon.

De toestanden zijn thans veranderd. Vier jaar lang zijn de leergangen geschorst geweest; de professoren hebben geen deel meer gehad in het leergeld; aldus werden zij gesteld op een voet van volstrekte gelijkheid en kwam een einde aan hetgeen men, vóór de sluiting der universiteiten, als verworven rechten placht te bestempelen, rechten die het voor de Regeering moeilijk ware geweest over het hoofd te zien. Anderdeels zullen er heel wat leemten aan te vullen zijn, vóór de leergangen weér open worden gesteld; het mag niet meer gebeuren dat eene verouderde wetgeving op de nieuwe titelvoerders worde toegepast, nieuwe rechten en nog schreeuwerder ongelijkheden in het leven roepe.

Dit is dus het oogenblik om eene hervorming tot stand te brengen, geboden door de billijkheid en die maar al te lang is uitgebleven. De gezamenlijke leerkrachten zien er met hun vurigsten wensch naar uit; hunne zoo onbaatzuchtige vaderlandsliefde, onder de vreemde bezetting gebleken, legt den Staat den plicht op, hun voldoening te schenken.

Het hieraan toegevoegde ontwerp van wet raakt de eigenlijke inrichting der Staatsuniversiteiten niet aan; het behoort den Wethouder, de verbeteringen te bestudeeren en te bespreken, die aan deze inrichting dienen gebracht. Het ontwerp bepaalt er zich toe, de wettelijke beschikkingen te wijzigen die de bezoldiging der professoren betreffen.

Het stelsel dat het voorschrijft verdeelt deze bezoldiging in twee; het hoofddeel bestaat uit eene vaste wedde, die trapsgewijze tot een maximum van 12,000 frank wordt gebracht; het bijdeel uit eene wisselende wedde, berekend per lesuur, binnen eene bepaalde grens. De opbrengst der inschrijvingsgelden wordt gestort in de Staatkas, die den last van wedden en bijwedden draagt.

Met opzet werden buiten het ontwerp van wet de docenten gehouden, die de voormalige aggregaten hebben vervangen maar in geene enkele wet worden vermeld. Zij bestaan naast de wet; zij dienen als vroeger door haar verzwegen. De Regeering zal persoonlijk over de bezoldiging van elk dezer beslissen, naar het belang van het onderricht dat hun wordt toevertrouwd.

Subsidiair wordt het eindparagraaf van artikel 21 der wet van 15 Juli 1849 door het ontwerp van wet gewijzigd. Dit paragraaf luidde als volgt: « De Regeering stelt, zoo noodig, de vergoedingen vast voor de lessen in de

behandeling van scheikundige stoffen en in de heilkundige bewerkingen. Deze vergoedingen worden ten voordeele van de lesgevers aangewend. » Voortaan zal ook volgens recht een deel aan hune wetenschappelijke medewerkers toekomen.

Om te sluiten, wordt het bedrag der wedde van den beheerder-toeziener bij ieder der Staatsuniversiteiten, het laatst door de wet van 14 Maart 1863 vastgesteld, in overeenstemming gebracht met de wedde der gewone professoren.

De Minister van Wetenschappen en Kunsten,

Alph. HARMIGNIE.



(4)

PROJET DE LOI

modifiant la loi organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'Etat en ce qui concerne la rémunération des professeurs et administrateurs-inspecteurs des universités.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de notre Ministre des Sciences et des Arts,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet dont la teneur suit, sera présenté, en Notre nom, aux Chambres législatives :

ARTICLE PREMIER.

Les articles 9 et 25, § 1^{er}, de la loi du 15 juillet 1849, portant organisation de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'Etat, tels qu'ils ont été modifiés par la loi du 14 mars 1863, sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Article 9. — Les professeurs portent le titre de professeur extraordinaire ou ordinaire.

Les professeurs extraordinaires jouissent d'un traitement fixe de 7,000 francs, qui peut être majoré

WETSONTWERP

tot wijziging der wet van 15 Juli 1849 wat betreft de bezoldiging van de professoren der Staatsuniversiteiten.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onze Minister van Wetenschappen en Kunsten,

WIJ HEBBEN BESLOTEN ET WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp, waarvan de inhoud volgt, zal uit Onzen naam aan de Wetgevende Kamers onderworpen worden :

ART. 1.

De artikelen 9 en 25, § 1, der wet van 15 Juli 1849 tot inrichting van het hooger onderwijs van Staatswege gegeven, zooals zij werden gewijzigd door de wet van 14 Maart 1863, worden vervangen door de volgende beschikkingen :

« Art. 9. — De professoren voeren den titel van gewoon professor of van buitengewoon professor.

De buitengewone professoren genieten eene vaste wedde van 7,000 frank die na vijf jaar in denzelfden

de 1,000 francs après cinq années de grade. Ils ne peuvent être promus à l'ordinariat qu'après dix années de grade.

Les professeurs ordinaires jouissent d'un traitement fixe de 9,000 francs. Ce traitement est majoré de 1,000 francs après chacune des trois premières périodes de cinq années de grade.

« Article 23, § 1^{er}. — Il y a près de chaque université un commissaire du Gouvernement, sous le titre d'administrateur-inspecteur de l'université. Ce fonctionnaire est nommé par le Roi et jouit d'un traitement de 9,000 francs qui peut être majoré de 1,000 francs tous les cinq ans, jusqu'à concurrence de 3,000 francs. »

ART. 2.

L'article 21 de la loi du 15 juillet 1849 est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 21. — Le produit des inscriptions aux cours est versé dans la caisse de l'État.

A l'expiration de l'année académique, les professeurs reçoivent un supplément de traitement à raison des heures de leçons qu'ils ont données au-delà de 90.

Ce supplément est de 30 francs par heure pour les professeurs extraordinaires et de 40 francs pour les professeurs ordinaires. Il ne peut être calculé sur un nombre supérieur à 90 heures et, par dérogation au paragraphe final de l'article 2 de la loi du 30 juillet 1879, il ne sert pas à déterminer le montant de la pension de l'éméritat.

Le Gouvernement fixe, s'il y a lieu, les rétributions à payer pour les leçons de manipulation et d'opéra-

graad met duizend frank kan worden vermeerderd. Zij kunnen niet tot gewoon professor bevorderd dan na tien jaar graad.

De gewone professoren genieten eene vaste wedde van 9,000 frank. Deze wedde wordt met duizend frank vermeerderd na elk der drie eerste tijdperken van vijf jaar graad.

« Art. 23, § 1. — Bij elke universiteit staat een Regeerings-commissaris, met den titel van beheerder-toeziener der universiteit. Deze ambtenaar wordt benoemd door den Koning en geniet eene wedde van 9,000 frank, die om de vijf jaar met duizend frank kan vermeerderd, tot een bedrag van 3,000 frank. »

ART. 2.

Art. 21 der wet van 15 Juli 1849 wordt gewijzigd als volgt :

« Art. 21. — De opbrengst der inschrijvingsrechten op de leergangen wordt in de Staatskas gestort.

Bij afloop van het academische jaar ontvangen de professoren eene bijwedde, berekend naar het getal lessen gegeven boven de 90.

Deze toegevoegde wedde bedraagt 30 frank per uur voor de buitengewone professoren en 40 frank voor de gewone professoren. Zij mag niet berekend op een getal dat 90 lessen te boven gaat en, bij afwijking van art. 2, eindparagraaf, der wet van 30 Juli 1879, is zij geen grondslag tot het vaststellen van het bedrag van het emeritaatspensioen.

In voorkomend geval stelt de Regeering het bedrag der vergoedingen vast, te betalen voor de lessen

tion et les exercices d'application.

Ces rétributions sont partagées, d'après les bases à déterminer par le Gouvernement, entre le personnel scientifique chargé de diriger cet enseignement ou d'y coopérer. »

Donné à Bruxelles, le 18 décembre 1918.

in de behandeling van scheikundige stoffen en in de heelkundige bewerkingen, en voor de toepassings-oefeningen.

Deze vergoedingen worden verdeeld op een door de Regeering vast te stellen grondslag, onder het wetenschappelijk personeel dat met dit onderwijs is belast of daaraan medewerkt. »

Gegeven te Brussel, den 18ⁿ December 1918.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Sciences et des Arts,

Van 's Konings wege :

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

ALPH. HARMIGNIE.
